

Objectifs :

- Echelle nationale (Schiappa)
- Echelle internationale : ONU
- Porter la parole des jeunes
- Le terrain
- Education à la sexualité
- Intersectionnalité : être jeune + femme/racisé-e/handicap/LGBTIQ+/pays en dvlpmt/zone rurale

Bonjour à tout-e-s,

« *Est-il probable que je sois un jour victime de violences sexuelles ?* ». C'est la question que m'a posée une jeune fille en animation scolaire le mois dernier. « *Est-il probable que je sois un jour victime de violences sexuelles ?* ». Que lui répondre ?

Que toutes les 8 minutes, dans le monde, une femme est victime de viol ?

Qu'en France, environ une femme sur 10 va subir des violences sexuelles dans sa vie ?

En fait, par les échanges que j'avais eu avec elle et ses camarades de classe, elle a pris conscience qu'elle vivait comme nous tout-e-s dans une société patriarcale. Nous sommes ici parce que nous en sommes tout-e-s conscient-e-s alors, qu'aurions-nous répondu à cette jeune fille ? Quel message voulons-nous envoyer à la jeunesse qui subit en première ligne les inégalités de genre ?

La CSW est une opportunité d'envoyer un message clair et audible aux jeunes : quel type de société voulons-nous ? Je souhaite une société féministe qui donne à sa population : hommes, femmes, jeunes ou non la possibilité de s'émanciper et de s'autonomiser. Pour cela, l'éducation et la formation sont cruciaux.

Une séance d'éducation à la vie sexuelle et affective permet aux jeunes comme moi d'être indépendant-e et responsable vis-à-vis de notre sexualité. En connaître les risques qui sont, entre autres, la grossesse et les IST. Mais aussi d'en saisir le but premier qui est le plaisir.

L'éducation à la sexualité permet aux jeunes surtout aux filles de s'émanciper par l'accès à l'information. Elles sont alors en capacité de connaître et de comprendre à la fois leur corps et la société. Nous, jeunes filles, ne sommes plus à la merci des injonctions de nos proches à partir du moment où nous sortons de l'ignorance. Être informée c'est être autonome et indépendante.

De plus, nous sommes tout-e-s des êtres sexualisés qu'on nous donne accès à l'information ou non. En interdire ou limiter l'accès nous met tout-e-s en danger et renforce ainsi les inégalités. Pourquoi ? Rappelez-vous de la question que m'a posé la jeune fille en classe : « *est-il probable que je sois un jour victime de violences sexuelles ?* » Comment mettons-nous fin aux violences sexuelles et sexistes : par l'apprentissage du consentement.

Combien de fois j'ai entendu au lendemain de soirées lycéennes puis étudiantes : « *elle était saoule donc elle était d'accord. Et au pire : elle ne s'en rappellera pas.* ». Ou voir des yeux s'écarquiller en animation scolaire en apprenant que le viol conjugal existe. En d'autres termes, qu'on a le droit de dire non « même » quand on est en couple.

L'éducation à la sexualité est le moyen de protéger les jeunes et par conséquent la société. Nous en priver l'accès, ne nous préserve pas mais nous met en danger.

Avoir accès à l'information, c'est aussi connaître ses droits. Apprendre que personne n'a le droit de te marier de force. Que personne n'a le droit de te toucher sans ton consentement. Que personne n'a le droit de t'imposer une grossesse.

La société idéale est une société où chacun-e est en capacité de faire ses propres choix. Pour cela, il ne suffit pas de connaître ses droits et son corps. Il faut avoir accès aux services de santé de

qualité de façon gratuite et anonyme. Par exemple, une jeune femme vivant en zone rurale n'a pas le même accès à des services qu'une personne en zone urbaine. Cela lui limite sa capacité à exercer ses droits. En France, depuis 1975, l'avortement est un droit. Malheureusement, dans certaines régions, des centres de santé ferment faute de moyens financiers. Par conséquent, une jeune fille n'ayant pas les moyens de se rendre dans une autre région ne peut pas avorter de façon sécurisée. Il est donc primordial lorsque nous mettons en place une loi de s'assurer de sa bonne application sur tous les territoires et pour toutes les personnes.

En plus de venir de différents territoires, nous avons tout-e-s différentes identités et nous pouvons vivre plusieurs formes d'oppressions liées à celles-ci comme : notre identité de genre, notre orientation sexuelle, un handicap physique ou/et mental, nos croyances, notre apparence physique ... Il est important de prendre en compte la pluralité des personnes lors de la mise en œuvre de politiques publiques ainsi que dans les mouvements sociaux pour ne pas invisibiliser les un-e-s ou les autres.

En effet, prendre en compte toute la population est important mais il faut aller plus loin. Qui peut mieux raconter et apporter des solutions à ce qu'une personne vit que la personne concernée elle-même ? Nous ne pouvons pas parler des jeunes sans eux-elles, nous ne pouvons pas parler des personnes LGBTIQ+ sans elles de la même façon que nous ne parlons pas des droits des femmes sans les femmes. C'est ensemble que nous avancerons.

Alors, vous devez sûrement vous demander ce que j'ai répondu à la question de la lycéenne : « *Est-il probable que je sois un jour victime de violences sexuelles ?* ». Sur le coup, la véracité/réalité de cette question m'a laissée bouche bée. Je n'ai pas su lui donner une réponse car j'étais prise entre l'envie de lui mentir pour la rassurer et la nécessité de reconnaître la force de cette question. Ce que j'aimerais lui répondre après cette CSW serait :

*« Oui, malheureusement oui c'est probable. Parce qu'aujourd'hui, les humains grandissent dans une société patriarcale avec un accès extrêmement réduit voire nulle à l'éducation au consentement.*

*Mais les gouvernements et la société civile du monde entier oeuvrent de toutes leurs forces pour que tes enfants et tes petits-enfants n'aient jamais à se demander s'ils seront un jour victime de violences sexuelles. ».*

Je compte sur vous tout-e-s pour pouvoir un jour répondre cela.